Vers la fin de l’apartheid

Partage international n° 8 – Avril 1989

Déclaration publiée dans le numéro de septembre 1988 de *Share International/Partage International* : « *Bien qu'extérieurement les affrontements et les opinions divergentes prévalent toujours, un processus se développe aujourd'hui intérieurement en Afrique du Sud, qui amènera les leaders noirs et blancs à la table des négociations. Il est possible que nous assistions à l'amorce de cette évolution dans quelques mois.* »

Une commission nommée par le gouvernement sud-africain s'est prononcée en faveur de l'abrogation de toutes les lois d'apartheid ainsi que de la reconnaissance de certains droits de vote pour la population noire. Cette commission, qui comprenait des fonctionnaires du ministère sud-africain de la Justice ainsi que quelques uns des juges et des juristes les plus éminents du pays, a déclaré que l'Afrique du Sud devrait établir une nouvelle constitution écartant toute forme de discrimination. Pour la première fois en Afrique du Sud, une étude provenant d'un organisme gouvernemental s'est prononcée en faveur du droit de vote pour les noirs. Le rapport de cette commission a été publié le lendemain du jour où l'Eglise Réformée Hollandaise d'Afrique du Sud, qui est le culte le plus répandu parmi les Afrikaners, a affirmé pour la première fois que l'apartheid était un péché, et a déclaré se sentir coupable d'avoir dans le passé apporté son soutien à la politique de séparation raciale. Cette déclaration de l'Eglise Réformée Hollandaise, qui fut publiée à l'issue d'une semaine de réflexion menée par des dignitaires religieux sud-africains blancs, noirs et métis, stipule que toute tentative de défense de l'apartheid est hérétique. Le chef de cette Eglise a également appelé le gouvernement à négocier avec le Congrès National Africain, organisation jusqu'ici interdite, sans formuler de condition préalable, point de vue qui fut défendu dans un éditorial du plus grand quotidien de langue Afrikaner d'Afrique du Sud. Il est à noter que quatre vingt pour cent des parlementaires sud-africains appartiennent à l'Eglise Réformée Hollandaise.

Certains observateurs ont constaté par ailleurs une amélioration soudaine et sensible du climat politique en Afrique du Sud. Un groupe d'avocats luttant en faveur des droits de l'homme a fait l'éloge des décisions du président par intérim Chris Heunis. S'il est vrai que deux condamnés à mort ont été exécutés depuis son entrée en fonction en décembre dernier, en remplacement du président Botha souffrant, on doit également noter que seize condamnations à mort furent commuées en peines de détention. Au cours des années passées, la moyenne habituelle était en Afrique du Sud de dix exécutions capitales par mois. Un certain nombre de prisonniers noirs, détenus sans procès (certains depuis plusieurs années), ont par ailleurs été libérés à la suite d'une grève de la faim menée en protestation contre cette détention arbitraire. La décision prise par le gouvernement de libérer ces prisonniers fut annoncée à l'occasion de conversations qui avaient été engagées avec des leaders noirs favorables à une solution non-violente aux problèmes de l'Afrique du Sud. L'archevêque noir Desmond Tutu ne cacha pas sa surprise devant le ton inhabituellement amical avec lequel le ministre de la Justice, Adriaan Vlok, aborda les discussions. Selon Monseigneur Tutu, M. Vlok se montra réellement préoccupé d'un possible décès de l'un de ces grévistes de la faim.

Dans le même temps, des pressions de plus en plus fortes émanant des cercles politiques sont exercées sur le président Botha afin de décourager son éventuel retour au pouvoir. La majorité de la population sud-africaine préférerait manifestement que le président Botha se retire de la scène politique. Les journaux sud-africains estiment qu'on doit attribuer le vent de changement soufflant actuellement à travers le pays à l'absence du président Botha. On observera que non seulement les actes du gouvernement sont plus modérés, mais également que les noirs radicaux réfléchissent actuellement à une nouvelle approche de la lutte contre l'apartheid. On peut supposer que l'ANC, le Congrès National Africain, est actuellement l'objet de pressions grandissantes de la part de l'URSS et des pays de la ligne de front afin qu'il modifie sa politique de lutte armée et lui préfère désormais la négociation.

Afrique du Sud
Thématiques : politique, religions
Rubrique : Faits et prévisions